

JEUDI 21 DÉCEMBRE 2017 - PARIS

LA PLACE DU SECRET MÉDICAL FACE À LA RADICALISATION

Dr Gilles MUNIER

Vice-Président

Ordre National des Médecins



ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS
Conseil National de l'Ordre

LE CONTEXTE

En tant que médecin, 2 circonstances :

- Des informations (confiées, vues, entendues ou comprises) relatives à des individus radicalisés et dangereux
- Interrogation par des autorités publiques



LES TEXTES

Respect du secret professionnel :

- Art 226-13 CP
- Art L.1110-4 CSP
- Art R.4127-4 CSP

- Seule la loi peut délier un médecin de son obligation de respect du secret professionnel



DEUX DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

Deux dispositions législatives sont de nature à permettre au médecin de déroger à son obligation:

- **Art 223-6 CP => Procureur**
- **Art 226-14 §3 CP => Préfet**



AUTRE TEXTE

l'article 132-75 du code pénal définit l'arme : *“est une arme tout objet conçu pour tuer ou blesser ...”*



NOTIONS DE RADICALISATION

Définition de la radicalisation

Trois caractéristiques cumulatives :

- un processus progressif
- l'adhésion à une idéologie extrémiste
- la légitimation de l'emploi de la violence pour défendre une cause ou une idéologie.



NOTIONS DE RADICALISATION

Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance sur la prévention de la radicalisation

Faisceau d'indicateurs.

Différence entre pratique rigoureuse et radicalisation.

Individu isolé / pathologie psychiatrique.

Combinaison des indices (tableau de synthèse du référentiel des indicateurs de basculement dans la radicalisation)



QUATRE SITUATIONS PRINCIPALES

- **médecin qui reçoit des confidences d'une personne qui a un lien familial ou est proche d'une personne en voie de radicalisation ou radicalisée.**
- **médecin confronté à la situation d'un patient mineur en voie de radicalisation ou radicalisé.**
- **médecin confronté à la situation d'un patient majeur en voie de radicalisation ou radicalisé.**
- **renseignements demandés au médecin par les autorités publiques.**



SITUATION N°1

Médecin qui reçoit des confidences d'une personne qui a un lien familial ou est proche d'une personne en voie radicalisation ou radicalisée.

Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR).

N°vert : 0 800 005 696



SITUATION N°2

Médecin confronté à la situation d'un patient mineur en voie de radicalisation ou radicalisé.

- L'article L.226-2-1 du CASF
- Information préoccupante : CRIP
- Information des titulaires de l'autorité parentale sauf si c'est contraire à l'intérêt de l'enfant



SITUATION N°3

Médecin confronté à la situation d'un patient majeur en voie de radicalisation ou radicalisé :

Les dispositions sur lesquelles le médecin peut s'appuyer pour déroger au secret sont :

- L'article 223-6 §1 => Procureur
- L'article 226-14 §3 => Préfet



SITUATION N°4

Renseignements demandés au médecin par les autorités publiques :

- Les médecins ne peuvent s'exonérer eux-mêmes de leur obligation au secret professionnel qui leur est imposée par la loi et le code de déontologie médicale.
- Lorsque le médecin se voit ordonner, sur réquisition judiciaire, de communiquer des documents ou renseignements couverts par le secret, il ne peut que refuser.
- Face à ce refus, il appartiendra à l'autorité judiciaire de décider si d'autres mesures d'investigation (saisie des documents, perquisition...).



CONCLUSION

- **La préservation du secret doit rester un principe fondamental de l'exercice professionnel.**
- L'ordre des médecins considère qu'il est inutile de rajouter des dérogations légales à celles déjà existantes.
- Il peut exister un **conflit de devoirs** entre responsabilité professionnelle et responsabilité citoyenne.
- les médecins, qui peuvent compter sur l'accompagnement de l'ordre des médecins, doivent agir avec prudence et discernement.



Merci

